

octobre 2014

Patrice JORLAND

Il y a quelque chose d'étonnant à ce que tant de médias et d'analystes occidentaux parlent de l'Inde comme d'une « puissance émergente ». Le substantif semble en effet aller de soi, s'agissant d'un Etat dont la population dépasse 1.277.803.000 habitants sur 3.287.263 km², contre 507,4 millions d'habitants et 4.493.712 km² pour l'Union européenne à 28. Quand bien même le sixième de l'humanité resterait replié sur son territoire et ne chercherait pas à agir au-delà de ses frontières, il affecterait en creux l'ensemble des relations internationales. Plutôt que le substantif, c'est en fait le qualificatif qui intrigue.

Comme on le sait, ce qui a d'abord émergé, au début des années 1980, et plus précisément en 1981 sous la plume d'Antoine Van Agtmael, économiste de la Société financière internationale relevant de la Banque mondiale, ce furent des « pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs », soit les « quatre dragons asiatiques » et quelques pays d'Amérique latine. De l'Inde, il n'était alors pas question. Il faudra attendre 2001, et l'invention de l'acronyme **BRIC** par Jim O'Neill, qui travaillait depuis quelques années à la Goldman Sachs, pour qu'elle émerge à son tour. A cela trois raisons, la première étant qu'une population aussi nombreuse, et dense (368 hab. par km²), quand bien même son niveau de vie moyen est faible, constitue potentiellement un marché important de marchandises, de financements, de services et de conseils en tous genres. Aussi les entreprises étrangères et les Etats sur lesquels celles-ci s'adosent doivent-ils s'efforcer de briser les entraves et de permettre aux flux de se déverser. C'est ce que l'on nomme mondialisation. Or, et c'est la deuxième raison, cela commença à devenir véritablement possible avec l'Inde à partir de 1991, lorsque l'éclatement de l'Union soviétique, partenaire principal, et la hausse des prix des hydrocarbures induite par la guerre du Golfe déséquilibèrent la balance des paiements, obligeant le gouvernement à faire appel au FMI contre une libéralisation progressive de l'économie, conduite par le premier ministre Narasimha Rao (1991-1996) et son ministre des finances, Manmohan Singh. Cela commença par la remise en cause du *License Raj*, autre façon de parler de déréglementation. Troisième donnée, cette nouvelle orientation expliquerait l'émergence de couches moyennes modernes, modernisées ou modernisables, sur la base d'une croissance économique de 7% durant l'essentiel des années 1990, puis, après un bref ralentissement, de l'ordre de 10% durant la décennie suivante. En 2007, le McKinsey Global Institute pouvait titrer : « Les prochains grands dépensiers, la classe moyenne indienne ». Les auteurs distinguaient plusieurs catégories, celle des « déshérités » (*deprived*) ne disposant que d'un dollar par jour et par personne, puis celle des « prétendants » ou « aspirants » (*aspirers*), boutiquiers, petits paysans, salariés semi qualifiés, disposant de revenus deux ou trois fois supérieurs aux premiers. Avec les *seekers*, ceux qui « sont à la quête » de biens et de services, et les *strivers*, qui « luttent pour » les acquérir, on entre dans la zone de consommation de biens durables. Réunis ils étaient alors 50 millions, mais devraient être dix fois plus nombreux en

2025. Enfin, les « Indiens mondialisés » (*Global Indians*) ne seraient que dix millions à cette même date, mais représenteraient 20% de la consommation totale des ménages (¹).

Un raz de marée électoral :

Il va de soi que la politique extérieure d'un pays ne peut être déconnectée de sa situation intérieure, de ses capacités matérielles et de ses ressources humaines, de ses rapports sociaux et de ses forces politiques, de ses institutions et des idéologies qui s'y déploient. Aborder la politique extérieure de l'Inde à partir de ses consommateurs, c'est rappeler le biais de l'approche dominante aujourd'hui dans les médias occidentaux, c'est également esquisser l'analyse du récent séisme électoral qui a vu le *Bharatiya Janata Party* gagner 282 des 543 sièges à fournir, la coalition qu'il conduisait, l'Alliance démocratique nationale, en remporter au total 336, tandis que l'Alliance progressiste unie, formée autour du *parti du Congrès* aux affaires depuis 2004, n'en obtenait que 58, dont 44 pour ce dernier. Pour la première fois depuis les élections générales de 1984 convoquées à la suite de l'assassinat d'Indira Gandhi, qui avaient vu le triomphe du Congrès avec 404 sièges, un parti obtenait à lui seul la majorité des sièges. Le BJP pourrait décider à son gré de la conduite du pays, ce qu'il évitera sans doute de faire, parce qu'il y a une constitution, une deuxième assemblée, des Etats fédérés avec leurs gouvernements propres et parce que le pays est pour le moins complexe. On connaît la parabole jainiste des « aveugles et de l'éléphant » selon laquelle six aveugles cherchèrent à savoir à quoi ressemblait ce pachyderme et, en fonction de ce que chacun d'entre eux était parvenu à palper, en firent comme un mur, une lance, un serpent, un arbre, un éventail ou une corde. On insistera cependant sur le fait qu'avec 66,38% des inscrits, la participation fut élevée et qu'à l'exception de quelques Etats (Tamil Nadu, Telangana, Bengale), la victoire du BJP et de sa coalition recouvre quasiment toute la carte électorale. Or, cette formation est le bras politique du *Rashtriya Swamsevak Sangh*, l'Association nationale des volontaires (**RSS**), matrice de l'*hindutva* (traduisible par « hindouïté ») politique selon laquelle l'Inde est le berceau de religions, l'hindouisme en tout premier lieu, qui ont été à certains moments recouvertes et dominées par d'autres, le christianisme et, plus encore, l'islam, auxquelles l'Inde indépendante accorde des privilèges indus (²). Qui plus est, le BJP a été conduit à la victoire par le premier ministre de l'Etat du Gujarat, Narendra Modi, que d'aucuns rendent responsable par son laisser-faire, quand ils ne voient pas en lui l'instigateur des pogroms et affrontements de 2002 qui firent près de 2.000 victimes, parmi lesquelles une nette majorité de musulmans. En bref, l'extrémisme aurait triomphé, à dimension religieuse ou culturelle à l'intérieur, à orientation nationaliste à l'extérieur.

On nuancera cette appréciation. D'une part, le mode de scrutin est de filiation britannique, uninominal de circonscription à un tour, ce qui amplifie considérablement les déplacements de voix, *a fortiori* quand les formations en lice sont nombreuses. Avec 31% du total des suffrages exprimés pour ses candidats, pourcentage auquel il convient d'ajouter environ 6% pour ses alliés, le BJP ne dispose pas d'une majorité absolue au sein de l'électorat. La personnalité de Narendra Modi a d'autre part joué, en contraste avec celle de Rahul Gandhi, l'héritier de la famille Nehru-Gandhi, considéré comme indécis et pâlot. Surtout, et c'est ici que l'on revient au point de départ, la consultation s'est déroulée sur fond de ralentissement économique, le taux de croissance étant

¹ Diana Farrell & Eric Beinhocker : « *Next big spenders: India's middle class* » in « *Newsweek International* » 19.5.2007.

² C'est parce qu'il le soupçonnait de complaisances à l'égard des musulmans que Nathuram Sodse avait assassiné Gandhi le 30 janvier 1948.

tombé de moitié à 4,7% de l'an, de dépréciation de la monnaie, d'inflation importée et de scandales récurrents. Alors que le bilan du premier ministre sortant, Manmohan Singh, apparaissait contrasté, Narendra Modi était présenté, de façon excessive, comme un gestionnaire tout à la fois aguerri, clairvoyant et audacieux, puisqu'il dirigeait le Gujarat depuis 2002 et en avait prétendument fait une dynamo économique. Selon le politologue Christian Jaffrelot, il a recueilli le soutien des couches moyennes, dont des pans importants sont par ailleurs sensibles à l'*hindutva*, et de catégories urbaines plus modestes, qui se rapprocheraient des *aspirers* de la nomenclature McKinsey. Modi s'étant fait le chantre d'une Inde ambitieuse et qui réussit, il lui faudra satisfaire ses électeurs.

Le schéma westphalien :

La perspective d'une victoire de Narendra Modi a contraint les puissances occidentales à un exercice d'équilibrisme, tant il est vrai que le Royaume-Uni, ancien tuteur colonial, et l'Union européenne lui battaient froid et qu'il s'était vu refuser un visa pour les Etats-Unis, en vertu de la loi de 1965 sur la nationalité et l'immigration. Ces attitudes découlaient des soupçons entourant les émeutes de 2002, lesquels se sont évanouis comme par enchantement. Mieux, le nouveau premier ministre étant réputé moderniste, de larges perspectives semblent s'offrir aujourd'hui, que l'on peut décomposer en trois plans, par bien des aspects indissociables.

Le premier est clairement économique : l'Inde est un débouché alléchant, quand bien même difficile à pénétrer, mais aussi une puissance de premier plan dans une série de domaines, les textiles, les services informatiques et la pharmacie en particulier, disposant d'une longue tradition marchande et financière, d'une base industrielle édifiée pendant les décennies d'économie régulée par l'Etat, de groupes établis depuis longtemps (Tata, Aditya Birla) ou plus récemment (Reliance Industries) dont la transnationalisation est soit d'origine (Mittal) soit le fruit de la libéralisation du dernier quart de siècle. Ainsi, le groupe Tata -cent entreprises actives dans sept branches ou secteurs allant des matières premières aux NTIC- dont on a pu faire l'emblème d'un grand capital national, réalise 58% de son chiffre d'affaires à l'étranger, où il est présent sur tous les continents, ce qui ne signifie pas qu'il est désormais hors sol. Il a ainsi lancé en 2008 la voiture à un *lakh*, soit 100.000 roupies ou 2.000 dollars de l'époque, appelée *Tata Nano* et destinée aux « couches moyennes émergentes ». L'Inde est au dixième rang mondial par son PIB, au troisième par son PIB à la parité de pouvoir d'achat, mais seulement au 127ème par tête d'habitant à la PPA. Bien que le taux de natalité ait baissé au cours des décennies récentes, la pyramide des âges fait que la moitié de la population a moins de 25 ans et 65% moins de 35 ans. Selon les analystes, le BJP a été porté par le vote des tranches les plus jeunes de l'électorat, Narendra Modi ayant fait des besoins en matière d'emplois, de formation, de logements, d'énergie, d'infrastructures son principal thème de campagne. Et, comme il entend ouvrir le pays aux investissements étrangers, favoriser les ententes et partenariats privés, la conjonction des facteurs est pour le moins attrayante pour les investisseurs.

Le deuxième plan découle directement du premier. A mondialisation des flux de marchandises, de services, de personnes et d'idées, mondialisation des réponses à donner aux problèmes, tensions et contradictions qui lui sont associés. Peut-on par exemple engager une action résolue contre le réchauffement climatique ou s'accorder sur le commerce et la propriété intellectuelle –par exemple les brevets pharmaceutiques et les échanges de produits agricoles-, sans obtenir l'accord de l'Inde ? L'échec du cycle de Doha apporte la réponse. C'est là l'une des grandes questions de notre temps, le remodelage des relations internationales, la réforme des organisations

internationales, l'adoption de nouvelles règles ou plus simplement le respect de celles établies durant la décennie soixante-dix, lorsque la constitution d'un nouvel ordre économique international était à l'ordre du jour. Ce mouvement, auquel l'Inde participait, a échoué, en même temps que s'effondrait l'un des deux camps de la guerre froide. Des questions similaires se posent aujourd'hui, dans un contexte différent à bien des titres et marqué de surcroît par une crise économique sans pareille depuis les années trente du siècle passé. Le précédent gouvernement indien s'y était confronté et celui qu'a formé Narendra Modi n'y échappera pas. C'est sur un mode volontariste que ces questions ont été abordées pendant la longue campagne électorale et la thèse selon laquelle la nouvelle majorité entend, elle aussi, faire entendre la voix de l'Inde, tenir son rang et défendre ses intérêts nationaux ne doit pas être écartée.

Le troisième plan est de nature géopolitique et géostratégique. En vérité, l'Inde est reconnue puissance émergente depuis les années cinquante, quand elle participa activement à la conférence de Bandung, puis au lancement du mouvement des non-alignés. Ce qui la limitait alors aux yeux des analystes occidentaux, c'était d'une part la modestie de ses capacités économiques et militaires –elle illustre tragiquement le couple surpopulation/famine des thèses malthusiennes, cependant que le conflit qui l'opposa à la Chine, du 20 octobre au 20 novembre 1962, à propos de leur frontière commune, se traduisit par une défaite cinglante- et, d'autre part, le fait qu'en prônant l'égalité entre Etats et son respect, la souveraineté nationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, trois des principes de la coexistence pacifique, mais également le non-alignement sur l'un ou l'autre des deux blocs, elle semblait rester en retrait ou paraissait impuissante à peser sur le cours des événements alors que la guerre froide battait son plein ⁽³⁾. Elle déployait alors une « diplomatie morale », qui l'opposait aux positions et actions de la super puissance occidentale, à propos du Moyen-Orient ou de l'Indochine notamment, ce qui la rapprochait de l'Union soviétique, raison pour laquelle elle fut tenue en suspicion par les Etats-Unis durant les années 1970-1980.

La corrélation des forces a considérablement changé depuis et l'analyse la plus fréquemment énoncée est de nature westphalienne, que l'on peut ainsi résumer. Trois puissances ont émergé en Asie -le Japon, la Chine, l'Inde-, et des relations qu'elles entretiendront entre elles, des affiliations qu'elles établiront avec les autres pays du continent et les puissances allogènes, dépendront les équilibres mondiaux, puisque ces aires, déjà très densément peuplées, ont connu ou connaissent un dynamisme économique historiquement sans égal. Il s'ensuit que le continent a besoin d'un régulateur extérieur à lui, à savoir les Etats-Unis. Ou, autre version, face à l'émergence de la Chine qui, à la différence de celles du Japon et de l'Inde, soulève des questions de nature systémique, au sens où ce pays sort de certaines des normes établies et dispose ou est susceptible de disposer de moyens financiers et militaires considérables, la stratégie américaine (et par extension, occidentale) devrait avoir pour objectif de s'appuyer sur les deux autres puissances afin de rééquilibrer celle de la Chine, de la border et, comme pour la régulation d'un cours d'eau, de la faire rentrer dans le lit des choses convenables. L'émergence de toute puissance révélant et faisant jouer des lignes de fracture réelles ou imaginaires, par exemple la rivalité pour l'océan Indien ou les revendications opposées sur les mers de Chine orientale et méridionale, les Etats-Unis ont du grain à moudre, quand bien même il leur faut faire preuve de prudence et de doigté. En bref, le Japon et l'Inde, qui s'affrontent à la

³ L'Inde tient une place centrale dans l'ouvrage de Gunnar Myrdal, « *Le drame de l'Asie, une enquête sur la pauvreté des nations* », qui eut un grand retentissement. Sa traduction française parut en 1976 (éditions Le Seuil).

Chine dans ces espaces maritimes, seraient les deux associés naturels des Etats-Unis dans leur pivotement vers l'Asie (⁴).

Une grande stratégie autocentrée :

Avant que de se lancer dans la prospective, quelques rappels paraissent nécessaires. Depuis son indépendance, l'Inde poursuit en effet une grande stratégie autocentrée et formée de plusieurs auréoles.

L'Inde est l'éponyme des deux premières auréoles. Par « sous-continent indien » on entend l'espace nettement délimité au nord par la chaîne de l'Himalaya, qui n'est cependant pas infranchissable, dans lequel s'inscrivent également le Pakistan, le Bhoutan, le Népal, le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives, soit un ensemble d'1,7 milliard d'habitants sur 4,4 millions de km², ce qui équivaut à la superficie de l'Union européenne, avec une population plus de trois fois supérieure. Ces Etats partagent une longue histoire commune dont chacun est pétri et se sont constitués en *Association sud-asiatique pour la coopération régionale*, ou **SAARC** selon son sigle anglais, fondée le 2 août 1983 à l'initiative du Bangladesh. Son secrétariat général est établi au Népal, elle a admis l'Afghanistan en avril 2007, ce qui se justifie historiquement, et plusieurs puissances y ont rang d'observatrices. Pourtant, des associations régionales existant aujourd'hui, c'est sans doute l'une des plus fragiles. Les raisons sont multiples, qui découlent principalement des conditions dans lesquelles se sont déroulées la partition de 1947 entre l'Inde et le Pakistan, puis l'accession à l'indépendance du Bangladesh en 1971. La stabilité intérieure des Etats membres étant incertaine, voire précaire, et leurs économies en développement étant concurrentes par certains traits, il est par ailleurs difficile à la SAARC d'entreprendre de grands projets fédérateurs. Enfin, l'Inde est objectivement si prépondérante dans la quasi-totalité des domaines qu'elle entretient la suspicion chez ses partenaires. Bien que ses gouvernements se soient donné comme objectif stratégique de faire prévaloir la concorde et l'avantage mutuel au sein de cet ensemble, force est de relever que les tensions, conflits et interventions militaires ont été nombreux, sans que la responsabilité en incombe nécessairement à l'Inde.

On le sait, les heurts les plus fréquents et les plus violents l'ont opposée au Pakistan – guerres de 1948, 1965, 1971, guerre de Kargil en 1991, récurrents accrochages et faces à faces armés-, le plus souvent à propos, sur la ligne de contrôle et/ou à l'intérieur du Cachemire, mais également par le truchement de groupes terroristes soutenus par Islamabad et à travers les services secrets, l'Inde accusant ceux du Pakistan d'agir au Cachemire, le Pakistan soupçonnant ceux de l'Inde d'entretenir le sécessionnisme baloutche. Cette rivalité englobe l'Afghanistan depuis la partition, autre legs de la colonisation britannique qui, en faisant accepter la ligne Durand par l'émir Abdur Rahman, le 12 novembre 1893, créait, dans le cadre du « grand jeu » avec la Russie, une zone tampon à la limite occidentale du Raj, mais divisait des populations, donnait naissance à un irrédentisme baloutche et plus encore pachtoune, avec la hantise, pour le Pakistan, de voir ce dernier s'allier à l'Inde. Si, aujourd'hui, un conflit classique de grande ampleur paraît exclu, c'est en partie

⁴ Pour la première version, l'ouvrage de l'ancien rédacteur en chef de *The Economist*, Bill Emmott : « *Rivals, how the power struggle between China, India and Japan will shape our next decade* » (2009). Pour la seconde, les ouvrages de Robert D. Kaplan : « *Monsoon : The Indian Ocean and the Future of American Power* » (2011) et « *Asia's Cauldron : The South China Sea and the End of a Stable Pacific* » (2014). Sous une forme ou une autre, ces versions se retrouvent dans les notes et rapports de la plupart des *think tanks* américains

parce que les deux voisins ont accédé à l'arme nucléaire, avec les risques d'accident et de montée aux extrêmes que celle-ci implique ⁽⁵⁾.

Sans qu'elles aient jamais atteint un tel niveau d'antagonisme, les relations entretenues par l'Inde avec ses autres voisins ne peuvent être considérées comme sereines, sauf peut-être avec le Bhoutan, qui cultive son « bonheur national brut ». C'est grâce à l'Inde que le Bangladesh a acquis son indépendance en 1971, mais des différends existent, tant à propos des difficultés nées de la partition du Bengale en 1947 (le Bangladesh est comme une enclave dans l'espace indien, mais ne laisse qu'un étroit passage à l'Inde—le « cou de poulet »— entre son Bengale oriental et le nord-est de son territoire), du tracé précis de la frontière terrestre en certains de ses segments ou de la délimitation des espaces maritimes que de l'usage des eaux du Gange (barrage indien sur l'affluent Hooghly) notamment. Au Sri Lanka, c'est la question des relations entre la majorité cinghalaise et la minorité tamoule, elle-même subdivisée en différentes communautés, de la longue guerre civile engagée par la formation sécessionniste des Tigres de libération de l'Îlam tamoul et des appuis ou complicités dont ces derniers pouvaient disposer dans l'Etat indien du Tamil Nadu. Le gouvernement de Delhi ne soutenait pas ce projet sécessionniste et avait même accepté d'envoyer une force de maintien de la paix, qui fut d'ailleurs conduite à combattre les Tigres, au long d'une intervention qui se prolongea près de trois ans (juillet 1987-mars 1990), sans succès notable. Bien plus brève, puisqu'elle se limite à la journée du 3 novembre 1988, fut l'*opération Cactus* par laquelle des forces indiennes brisèrent net une tentative de coup d'Etat conduite par des aventuriers aux Maldives. Enfin, l'influence politique et économique que l'Inde exerce sur lui n'est pas sans susciter des réticences, voire des résistances, au Népal où les débats sont traditionnellement vifs.

Or, et c'était une préoccupation justifiée des autorités indiennes dès l'origine, qui n'est pas sans expliquer leur attachement aux principes de la coexistence pacifique et du non-alignement, il convenait d'éviter que ces différences, divergences et contradictions ne fussent exploitées par des puissances extérieures, au moment-même où les empires coloniaux étaient enfin en train de rapatrier leurs caravelles. C'est pourtant ce qui s'est produit, les Etats-Unis ayant pris parti pour le Pakistan, qui avait fait rapidement allégeance. La corrélation est devenue plus complexe avec, d'une part, la guerre de 1962, et, d'autre part, le conflit sino-soviétique qui lui est lié dans une certaine mesure. Alors que la guerre indo-pakistanaise de 1965 prit fin sous l'impulsion de l'URSS, mais par concertation des deux super puissances —déclaration de Tachkent du 10 janvier 1966 qui était un accord de paix entre les deux belligérants—, celle de 1971 à propos de ce qui était alors le Pakistan oriental fut exemplaire des conflits de la guerre froide, l'Union soviétique apportant son soutien

⁵ Tôt lancée dans la recherche nucléaire et le développement du nucléaire civil, l'Inde a acquis un haut niveau scientifique et technique en ce domaine. Elle n'aurait envisagé d'acquérir l'arme nucléaire qu'à la suite de la guerre de 1962 avec la Chine. L'essai « Bouddha souriant », qui eut lieu le 18 mai 1974, ne marquait pas une prise de décision définitive, mais il suffit à convaincre les autorités pakistanaises de l'époque —le gouvernement Ali Bhutto— de se doter de l'arme nucléaire. Plus d'une vingtaine d'essais à froid eurent lieu aussi secrètement que possible durant les années 1980, ce qui n'échappa aux dirigeants indiens. Il faudra cependant attendre le premier gouvernement à direction BJP, celui d'Atal Bihari Vajpayee, pour que les essais reprennent à partir du 11 mai 1998, auxquels répondirent, dès le 28 du même mois, des essais pakistanais. Les deux pays poursuivent parallèlement leurs programmes de missiles. Deux différences, tout cela est conduit du côté indien par les autorités civiles, alors que l'armée conserve la haute main du côté pakistanais. Ici s'applique en effet la remarque de Voltaire à propos de Frédéric II : « Alors que certains pays disposent d'une armée, l'armée prussienne dispose d'un Etat ». Autre différence, le poids de cette concurrence nucléaire est bien plus lourd pour le Pakistan, qui ne dispose pas des mêmes ressources économiques, scientifiques et techniques que l'Inde.

diplomatique et militaire à l'Inde, les Etats-Unis au Pakistan, avec chantage de leur part à l'arme nucléaire. De surcroît, cette guerre marqua le passage à une autre étape de l'affrontement systémique, en ce qu'il amorça la convergence sino-américaine, la Chine soutenant également le Pakistan, qui servit d'intermédiaire entre Pékin et Washington.

On associe rarement l'Inde à la mer, bien qu'elle soit historiquement un pays de navigateurs. Depuis l'indépendance, ses dirigeants se sont efforcés de tenir l'océan dont elle est l'éponyme hors des rivalités de la guerre froide et d'y établir sinon sa suprématie, du moins une forme de prééminence bienveillante. Cette volonté se heurtait au dispositif américain dont le Commandement du Pacifique (**USPACOM**) et la VIIème flotte, qui en est l'instrument principal, incluaient ledit océan dans leur domaine. Comme par ailleurs l'Inde recevait son approvisionnement en hydrocarbures du Moyen-Orient, il était de la plus haute importance que les conflits affectant cette région ne débordent pas sur l'espace maritime et n'y conduisent pas à l'établissement de bases militaires. Cela se révéla impossible avec la location aux Etats-Unis de l'atoll de Diégo Garcia pour permettre la construction d'une base aéronavale de la plus haute importance stratégique ⁽⁶⁾. Ce le fut encore moins avec la création du **CENTCOM** (United States Central Command qui couvre le Moyen-Orient), la guerre de 1991, les conflits ouverts en 2001 en Afghanistan et 2003 en Irak, l'installation d'importantes bases occidentales dans le Golfe et à Djibouti. En conséquence de quoi, la marine indienne a été considérablement développée, pour une part essentielle en coopération avec l'Union soviétique, puis la Russie, marine qui a joué un rôle notable lors des guerres avec le Pakistan et dans plusieurs opérations de secours, par exemple à la suite du séisme et tsunami de 2004 dans l'océan Indien. Alors qu'on théorise beaucoup sur l'équipement et les exercices en mer du premier porte-avions chinois, on paraît ignorer que l'Inde dispose de deux bâtiments de cette catégorie et qu'un troisième a été lancé, le *Vikrant*, de construction nationale, en remplacement du plus ancien des deux autres. L'Inde dispose par ailleurs d'une zone économique exclusive d'1,65 million de km², grâce notamment aux petits archipels Laquedives, au sud-ouest de la péninsule, Andaman et Nicobar au large du golfe du Bengale, désormais couvert par les bases militaires qui y ont été édifiées. Pourtant et à suivre le schéma westphalien, la Chine viendrait remettre en cause cette prééminence en poursuivant une « stratégie du collier de perles » visant à encercler l'Inde par la mer. Or, non seulement l'expression n'est pas chinoise, qui est apparue pour la première fois en 2005 dans un rapport américain, mais elle repose sur une interprétation fallacieuse. Fortement dépendante elle aussi du Moyen-Orient pour ses hydrocarbures, la Chine est confrontée, comme tous les Etats de l'Asie du nord-est, au dilemme de Malacca, c'est-à-dire que ses bâtiments doivent emprunter le long détroit du même nom dont le passage pourrait être perturbé, voire bloqué, par la piraterie, des conflits locaux et/ou une autre puissance. Aussi a-t-elle conclu des accords avec une série de pays (Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh, Birmanie) pour, d'une part, construire des ports d'escale, d'entrepôt et de réparation, et, d'autre part, c'est le cas pour la Birmanie, acheminer les hydrocarbures par des tubes jusqu'aux provinces du sud-ouest chinois fort éloignées des côtes. De la même manière, Pékin diversifie ses sources d'approvisionnement par des accords avec des républiques d'Asie centrale et la Russie, dont les livraisons se font par la voie terrestre.

⁶ Diégo Garcia n'est qu'un atoll de 28 km², mais idéalement situé à 2.000 km au sud de la péninsule indienne et au croisement des voies maritimes reliant l'Asie orientale à l'Europe, tant par le canal de Suez que par le cap de Bonne-Espérance, ainsi bien sûr qu'au golfe Persique. Il appartenait au Royaume-Uni. Accordé en 1966, le bail a été renouvelé et court jusqu'en 2016. Les habitants de l'île furent expulsés et vivent dans un exil imposé.

La troisième auréole est constituée par le système de l'ONU au sein duquel l'Inde jouait un rôle en tant que telle, mais également comme animatrice du mouvement des non-alignés et membre de ce qui continue à être appelé le groupe des 77 (pays en développement), dont elle entendait faire prévaloir les thèses. Comme la plupart des « émergents », elle se plaint à juste titre de ne pas disposer d'une représentation équitable au sein du FMI ou de la Banque mondiale et de ce que les puissances établies persistent à imposer, au-delà même de ces deux instances, leur suprématie normative. Enfin, elle aspire à disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité, à l'instar de la Chine, qui se montre réticente, d'autant que cette candidature est associée à celle du Japon avec lequel un contentieux persiste.

Continuités et contradictions :

Cette grande stratégie n'a pas été abandonnée, mais sa mise en œuvre a été affectée par une série de facteurs dont certains ont été déjà évoqués : éclatement de l'URSS, émergence économique de la Chine, croissance de l'économie nationale et évolution de la société indienne, mais également conflits au Moyen-Orient et djihadisme, etc. Ainsi, sans abandonner leur soutien à la cause palestinienne, les autorités indiennes se sont rapprochées d'Israël, tant avec des objectifs « anti-terroristes » que pour entreprendre une coopération en matière d'armements. Plus généralement, la fin de la guerre froide étant supposée permettre l'établissement d'un nouvel ordre international, marqué par la double expansion du marché et de la démocratie, sous l'impulsion de la « puissance hors de pair », le réalisme dictait de l'admettre, afin de défendre au mieux ce qui pouvait être considéré comme l'intérêt national. Ce en quoi les autorités indiennes ne se démarquaient pas fondamentalement de l'orientation donnée par Deng Xiaoping à la politique extérieure de son pays. Cette vision tout à la fois optimiste et étroite des choses n'a pas prévalu longtemps, du fait des expéditions militaires dans le Grand Moyen-Orient et de leurs conséquences, de la crise économique née aux Etats-Unis et de son extension à la planète, des glissements objectifs de la corrélation des forces à l'échelle internationale et de l'incapacité à les traduire sur le plan des relations interétatiques.

Sans entrer dans le détail des prises de position et des initiatives, une triple évolution a marqué la politique extérieure de l'Inde au cours de la décennie écoulée, qui s'est déroulée sous gouvernement du Congrès. Il s'agit en premier lieu d'un rapprochement avec les Etats-Unis, initié sous l'administration de George Bush et dont la conclusion d'un accord bilatéral pour le nucléaire civil a été emblématique, même si son application s'est heurtée ensuite à une série d'obstacles dirimants. On citera également la coopération dans la « lutte antiterroriste » et, sur le plan économique, une acceptation plus grande des thèses libérales. Avec l'échec des opérations dans le Grand Moyen-Orient et l'éclatement de la crise, mais en relation aussi avec sa croissance interne, l'Inde s'est montrée dialectiquement active au sein du groupe des **BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine+ Afrique du Sud), s'est rapprochée des pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (Chine, Russie, quatre des cinq républiques d'Asie centrale) qui, comme son intitulé l'indique, a été lancée en Chine et par la Chine, ainsi que des dix Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (**ASEAN**). Enfin, on a assisté à une militarisation de la politique extérieure de l'Inde, qui ne s'est pas traduite, à la différence des décennies précédentes, par des conflits armés, mais par l'augmentation sensible du budget militaire, l'acquisition de générations nouvelles d'armements et l'importance acquise par le discours sécuritaire dans les préoccupations et débats politiques. Dans une certaine mesure, et en conformité partielle avec la thèse westphalienne de la rivalité inévitable

entre puissances, cela est lié aux relations sino-indiennes. Au souvenir de la défaite de 1962, aux différends portant sur le tracé des frontières au nord-est de l'Inde et au Ladakh, qui est l'un des districts du Jammu-Cachemire, au fait que les deux pays disposent de l'arme nucléaire, mais avec des statuts internationaux différents, il convient d'ajouter l'alliance sino-pakistanaise qui fait jouer toutes ces contradictions et constitue un paramètre sécuritaire que les stratégestes indiens ne peuvent ignorer ⁽⁷⁾. Le facteur chinois n'explique pas tout. L'Inde ne dispose plus du « grand arrière soviétique » -ce qui n'interdit pas d'excellentes relations russo-indiennes, en matière d'industrie de défense ou de nucléaire civil notamment- et, en dépit du péan entonné durant le premier mandat de Bill Clinton, le nouvel ordre international ne s'est pas constitué et l'instabilité prévaut dans un certains nombres de zones dont certaines concernent directement l'Inde. Aussi est-ce également pour affirmer la souveraineté nationale de leur pays que les dirigeants indiens se sont engagés dans un important processus de modernisation et de consolidation de leurs capacités militaires. On illustrera les biais introduits par les analystes occidentaux avec l'exemple des relations sino-birmanes, dont le développement est souvent présenté comme dirigé contre l'Inde, alors que l'essentiel de ces relations est de nature économique, que d'autres pays (Singapour, Malaisie, Thaïlande), tout comme l'Inde d'ailleurs, faisaient de même, avant que les gouvernements occidentaux ne leur emboîtent le pas. Les véritables questions portent sur la nature du régime birman, sur la situation intérieure du pays et son évolution, que la Chine n'influence pas, ainsi que sur la qualité des investissements étrangers.

Depuis le second mandat de Bill Clinton, les Etats-Unis poursuivent à l'égard de la Chine une stratégie de *congragement* qui cherche à articuler l'endiguement (*containment*) et la cooptation (*engagement*), stratégie poursuivie par l'administration Obama sous le vocable de pivotement vers l'Asie. Sans chercher à préciser en quoi celui-ci consiste ni s'il peut être réellement accompli, on retiendra qu'il entend s'appuyer sur un certain nombre de pays, en traçant notamment un quadrilatère « démocratique » regroupant les Etats-Unis, l'Australie, l'Inde et le Japon, objectif poursuivi également, et avec enthousiasme, par Tôkyô. Cela avait été l'un des objectifs d'Abe Shinzô, lors de son bref gouvernement d'octobre 2006 à septembre 2007, et il a été repris avec plus d'entrain encore depuis son retour aux affaires en décembre 2012. L'activisme dont il fait montre est de nature indiscutablement antichinoise et acquiert une dimension militaire, quand bien même il se conjugue surtout sur le mode économique : exercices conjoints, ventes de matériels militaires en particulier ⁽⁸⁾. Bien qu'elles ne soient pas d'une nature militaire importante, les relations que l'Inde développe avec l'ASEAN indisposent Pékin, dès lors qu'elles concernent la mer de Chine méridionale,

⁷ Dans le nord-est, le différend porte sur la province de l'Arunachal Pradesh qui, pour la Chine, correspond au Tibet méridional. La ligne McMahon, qui sert de démarcation, a été portée en annexe du traité de Simla de 1914, conclu par le Royaume-Uni avec le Tibet, à une époque où la Chine était déchirée par ses conflits internes, et qui n'a jamais été reconnu par quelque autorité chinoise que ce soit. L'Aksai Chin est une zone désertique, au nord du Ladakh, dont l'altitude dépasse les 4.000 mètres, mais qui pouvait être brièvement utilisée par des caravanes de yaks. Les Britanniques y ont tracé plusieurs lignes de démarcation dont une seule a été acceptée par la Chine et c'est en se basant sur elle que ce territoire a été annexé au terme du conflit de 1962. Selon certains, il suffirait que les deux voisins s'entendent pour reconnaître les faits établis, ce qui n'est pas si facile en soi et qui se complique, depuis sa fuite en 1959, par la présence du 14^{ème} dalaï-lama en Inde et de la tentation de jouer la « carte tibétaine » que l'on perçoit dans certains milieux indiens.

⁸ Pour Abe Shinzô, qui est un négationniste, courtiser l'Inde a également une dimension idéologique qui consiste à remettre en cause le verdict du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, ou procès de Tôkyô, en se servant, quitte à la travestir, de l'opinion dissidente du juge indien Radhabinod Pal fort apprécié dans son pays natal.

ce qui est le cas des accords conclus avec le Vietnam pour la prospection des hydrocarbures sur le plateau continental de ce pays, remettant en cause la thèse selon laquelle cet espace maritime appartient à la Chine depuis des temps immémoriaux.

Pourtant, et comme nous l'avons indiqué avec les BRICS, l'Inde n'a pas basculé d'un côté. Mieux, elle entend faire prévaloir l'égalité entre les nations et renforcer le système de l'ONU, cultive ses relations avec les pays du sud, l'Afrique notamment, dont elle cherche à défendre la cause, poursuit des relations importantes avec la Russie ou l'Iran, entretient des échanges avec la Chine bien plus conséquents que ceux existant avec le Japon, souhaite être admise au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai et ses intérêts en Afghanistan convergent avec ceux de la Chine et de la Russie⁹). On pourrait poursuivre. Ce qui nous paraît important de souligner est que la parallaxe européenne conduit à des erreurs de jugement, dans la mesure où, bornée par le paradigme de l'OTAN, elle ne parvient pas à comprendre la multipolarité ou, plus exactement, que le « moment unipolaire » a été de courte durée, qu'une série d'Etats ou de groupes d'Etats disposent et entendent disposer d'une autonomie de décision, qu'en dépit de la prépondérance militaire des Etats-Unis, ils sont en mesure de prendre des initiatives qui leur sont propres, sans que pour autant la mondialisation soit remise en cause et sans qu'un contre-système n'émerge. En quoi la guerre froide est bien terminée.

La question pendante est justement de savoir si le gouvernement Modi fera basculer l'Inde d'un côté. Depuis son arrivée aux affaires, le premier ministre a multiplié les déplacements à l'étranger et a reçu des hôtes éminents. A chaque occasion, il a tenu un discours volontariste et a souligné que sa priorité irait à la relance de la croissance et à la transformation du système productif indien, par une libéralisation plus poussée, par l'investissement privé certes, mais aussi en industrialisant davantage un pays dont le PIB provient à 14% de l'agriculture, à 59% du secteur des services et à 27% seulement de l'industrie, en s'inspirant d'ailleurs de l'expérience chinoise qu'il est allé observer à trois reprises alors qu'il dirigeait le Gujarat. Il n'est pas exclu que Delhi s'intéresse aux grands projets dessinés par Pékin de « nouvelles routes de la soie » terrestre et maritime, ainsi qu'au corridor Bangladesh-Inde-Myanmar-Chine (**BIMC**) qui relierait Kunming au nord-est enclavé de l'Inde en passant par Mandalay et Dacca. Outre les interrogations que l'on peut avoir au sujet de projets aussi grandioses, encore convient-il qu'ils ne soient pas définis exclusivement par la Chine, qui dispose en l'occurrence de ressources financières sans égales. Il semble qu'une attention soutenue doive être accordée à l'« étranger proche », orientation qu'ont illustrée l'invitation lancée à tous les Etats-membres de la SAARC à assister, au plus haut niveau, à la prise de fonctions du nouveau gouvernement et la décision de réserver les premiers déplacements à l'étranger au Bhoutan et au Népal. Le point principal reste celui des relations avec le Pakistan et il n'est pas exclu que la Chine, dont les préoccupations sécuritaires à propos de ses provinces les plus occidentales se sont aiguisées, joue ici un rôle plus positif que dans le passé. Cela étant, les incertitudes demeurent, tant à propos de la politique intérieure qu'au sujet de l'action internationale de l'Inde. L'entourage du nouveau premier ministre comprend un certain nombre de nationalistes et de boutefeux, par exemple au

⁹ On fait souvent référence aux sommets Chine-Afrique, mais on omet l'existence du Forum Inde-Afrique dont le premier sommet s'est réuni en avril 2008 et le deuxième en 2011. Le troisième devrait se tenir en décembre 2014 en Inde. Ces relations sont d'ailleurs anciennes, qui remontent aux débuts du mouvement des non-alignés et s'appuie notamment sur une diaspora établie en Afrique du sud, au Kenya et en Ouganda, sans oublier Maurice dont la population est majoritairement d'origine indienne. Les investissements directs se sont accrues, qui n'entrent pas automatiquement en concurrence avec ceux des firmes chinoises.

sujet du différend frontalier avec la Chine. D'autre part, l'Inde demeure le pays des excès, misère noire et fortunes fabuleuses, pratiques primitives et centres d'excellence, formes extrêmes d'exploitation et raffinement artistique, avec cette particularité que la vie politique est intense, forte la mobilisation populaire et active la société civile. Nul ne peut prévoir les effets des réformes annoncées, à supposer qu'elles soient engagées. Enfin, la mise en œuvre des orientations de l'*hindutva* et l'application du programme du RSS auraient des conséquences catastrophiques. Lors de sa campagne électorale, Narendra Modi a souvent déclaré que l'Inde n'avait pas besoin de davantage de temples, mais de plus de toilettes. L'analyse était pertinente et le reste.